

De: associationprotectioncollinespeypinoises
<associationprotectioncollinespeypinoises@orange.fr>
Envoyé: lundi 25 juin 2018 22:58
À: Julie CAPIALI
Objet: Enquête publique :message à l'attention de Madame Martini commissaire enquêteur

- Madame Martini,

- En réponse à l'enquête publique concernant le permis d'aménager de la Treille, je souhaite formuler les observations suivantes:
-
- En France c'est 68 000 hectares de sols naturels ou agricoles qui s'artificialisent chaque année. Entre 1982 et 2010, les surfaces artificialisées ont augmenté de plus de 40 %, principalement au détriment des zones agricoles et naturelles. Alors que, sur la même période, la population n'a augmenté que de 10 % ! Cela démontre très clairement que nos modes de vie, nos façons de concevoir les projets et les plans et programmes ont un impact déterminant sur l'environnement. L'artificialisation des sols constitue une des premières causes de la dégradation des milieux naturels et plus particulièrement de la biodiversité.
- Concernant la métropole c'est 200 hectares d'espaces agricoles et naturels qui ont été artificialisés chaque année entre 2006 et 2014.
Par rapport aux autres métropoles, en moyenne 280 m2 de foncier ont été consommés pour produire 1 logement contre moins de 100m2/logement dans les autres métropoles;
- Les communes des Bouches du Rhône dans leur PLU alors que l'ensemble de la région fait une pause en matière de croissance démographique, prévoit des taux de croissance importants afin de justifier des ouvertures à l'urbanisation.
- Concernant les communes du nord est de la métropole, de plus en plus d'association s'élève contre l'urbanisation des espaces agricoles et naturels.il faut dire que notre cadre de vie a été impacté négativement par les projets passés qui n'ont pas été suivi par les investissements nécessaires en terme d'aménagement des routes, de moyen de transport avec des bassins d'emploi qui sont de plus en plus difficile d'accès.
- Ce permis d'aménager ne respecte pas les lois SRU et grenelle II de l'Environnement qui demandent clairement que les « urbanisations nouvelles » se fassent en densification à partir du noyau villageois.
- Les 65 bâtiments prévus par le permis d'aménager (ainsi que les dessertes et parkings) provoqueront la destruction des habitats d'espèces protégées , la disparition de la trame verte et des corridors écologiques du secteur.
- L'objectif 1 du PADD affirme la volonté de « préserver et valoriser la trame verte et bleue » à savoir : grands espaces naturels, grands massifs, corridors écologiques, ripisylves. Il en ressort que : le permis d'aménager n'est pas compatible avec les objectifs du PADD ni avec le projet communal.
- Le regard sur l'urbanisme doit s'inverser, ce n'est pas au milieu de s'adapter au projet mais bien au projet de s'adapter au milieu. La préservation des terres naturelles, agricoles et forestières doit être une priorité.

Bien
cordialement

Raymond

Martini

Peypinoises

embres du conseil d'administration de FNE13

M